

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

ASSEZ DES SEMPITERNELLES JOURNÉES D'ACTION ET DES MANIFESTATIONS-PROCESSIONS ! PLACE À LA LUTTE DE CLASSE OUVERTE !

Depuis plus de deux mois, depuis que le projet de loi El Khomri – écrit « *sous la dictée du Medef* », comme l'a écrit le quotidien patronal *Les Echos* (1) – a été annoncé, les appareils syndicaux qui ne se sont pas précipités pour soutenir le gouvernement comme la CFDT, ont eu recours à la vieille pratique des « journées d'action » organisées de loin en loin, d'appels à la grève limités et ponctuels, catégorie par catégorie (tantôt la SNCF et la RATP, tantôt les routiers, tantôt les raffineurs...).

C'est ainsi qu'après la journée du 28 mai où les manifestants sont restés nombreux en dépit des attentes gouvernementales, de la propagande des médias contre les « casseurs », des intimidations et agressions policières et de la répression accrue, et où on a vu se déclencher des grèves et débrayages dans différents secteurs, l'Intersyndicale a appelé à une manifestation nationale... le 14 juin, jour du début de la discussion du projet de loi au Sénat. C'est-à-dire qu'elle calque la lutte qu'elle prétend mener sur le calendrier parlementaire et qu'elle fait dépendre son succès des discussions au Sénat et à la Chambre des députés! Il est clair que d'ici là les travailleurs qui se sont ou se seront mis en grève reconductible et qui ne peuvent se permettre d'attendre des semaines, auront repris le travail.

Cette tactique dilatoire n'a pas d'autre but que d'offrir des soupapes de sécurité au mécontentement des travailleurs, tout en prévenant une lutte ouverte, réelle, contre les attaques anti-ouvrières qui se succèdent depuis des années et dont la loi en question n'est que la dernière en date. En dépit du vacarme médiatique sur le prétendu « jusqu'au-boutisme » de la CGT, il s'agit là d'un véritable sabotage de la nécessaire lutte ouvrière générale et donc d'un précieux service rendu aux capitalistes et au gouvernement à leur botte.

D'ailleurs à côté des déclarations ronflantes sur le retrait non négociable du projet de loi, l'Intersyndicale affirme qu'elle veut précisément négocier avec le gouvernement et Hollande ; et disant vouloir « *faire respecter la démocratie* » elle a décidé d'organiser une « *grande votation (...) pour obtenir le retrait de ce texte pour gagner de nouveaux droits permettant le développement d'emplois stables et de qualité* » (2).

Substituer le bulletin de vote à la lutte gréviste et le respect de la démocratie à la défense sans compromis des intérêts prolétariens, voilà la dernière fumisterie d'organisations qui ont depuis bien longtemps abandonné le terrain de la lutte pour celui de la collaboration entre « partenaires sociaux » – ce qui signifie **soumission aux intérêts capitalistes** !

***CE N'EST PAS PAR DES VOTATIONS ET DES APPELS À LA DÉMOCRATIE MAIS
SEULEMENT PAR LA LUTTE DE CLASSE QUE LES TRAVAILLEURS PEUVENT SE
DÉFENDRE CONTRE LES PATRONS ET LEUR ETAT!***

La démocratie est la forme politique qui camoufle les rapports de domination et d'exploitation capitalistes derrière une prétendue égalité entre tous les « citoyens », quelle que soit leur classe sociale: qu'ils soient chômeurs ou milliardaires, ouvriers ou patrons, tous seraient égaux en droit ; ils auraient tous, grâce au bulletin de vote, la même possibilité d'influer sur la politique de l'Etat, organisme neutre et au dessus des classes. Et la **collaboration de classe** au nom d'un soi-disant intérêt commun est le corollaire de la démocratie.

Mais la réalité quotidienne se charge de démontrer le caractère mensonger de la démocratie, intégralement **bourgeoise** ; les bulletins de vote ne sont que des chiffons de papiers qui ne pèsent rien face aux intérêts capitalistes ; ce sont les patrons qui dictent les lois aux politiciens même quand ils sont élus par les travailleurs ; l'Etat avec ses lois,

sa police, ses juges, son Ecole, etc., est là pour défendre avant tout l'ordre capitaliste. Toutes les « avancées » et les réformes dont les prolétaires jouissent encore, ont été conquises par la **lutte** prolétarienne, ou concédées par les bourgeois par crainte de celle-ci. Aujourd'hui où, en France comme dans les autres pays, les capitalistes poussent à de nouvelles réformes (**anti-réformes** plutôt) pour supprimer les anciennes qu'ils trouvent trop coûteuses, placer la riposte sous le signe de la démocratie, c'est avouer ne pas vouloir lutter.

Que les démocrates gémissent quand le gouvernement utilise l'article 49.3 (expressément prévu dans ce but par la Constitution) pour mettre fin aux débats parlementaires, ou quand Hollande s'obstine à faire passer la loi bien qu'une écrasante majorité des Français y soit opposée : ils sont dans leur rôle. Mais il ne s'agit là que de petites démonstrations de la véritable nature de la démocratie : ne servant qu'à la bourgeoisie, elle est utilisée par celle-ci quand il s'agit de duper les prolétaires, mais elle est mise de côté aussitôt qu'elle gêne ses intérêts. La bourgeoisie donne ainsi une précieuse leçon aux prolétaires, leçon que les collaborationnistes essayent de cacher : pour défendre ses intérêts même immédiats, il ne faut pas se laisser subjugué par la fiction démocratique, seul compte le **rapport de forces** entre les classes.

Et ce ne sont pas d'impuissantes votations et de stériles journées d'action qui pourront établir ce rapport de forces, seule le peut la lutte véritable. La condition est que cette lutte soit menée avec les méthodes et les moyens **de classe**, pour la défense intransigeante des intérêts prolétariens en complète opposition aux intérêts capitalistes (de l'entreprise ou de l'économie nationale, etc.), et en totale indépendance des influences paralysantes véhiculées par les syndicats et partis réformistes et collaborationnistes de gauche ou d'extrême-gauche : lutte dépassant les barrières d'entreprise ou de corporation, se généralisant aux autres secteurs, sans se soucier des limitations légales et des dispositifs antigreve, s'appuyant sur des piquets de grève, etc., lutte contrôlée, organisée et dirigée par les travailleurs eux-mêmes sur la base d'objectifs unifiants de classe.

Le conflit actuel n'est qu'une escarmouche dans la lutte entre les classes. Quel que soit son résultat, de nouvelles attaques attendent les prolétaires, selon les déclarations mêmes des politiciens bourgeois, de gouvernement ou d'opposition ; non pas à cause de la méchanceté de ces derniers mais parce qu'elles sont requises par le capitalisme en crise. Les prolétaires devront y répondre en reprenant la voie de la lutte de classe pour résister aux patrons et à leur Etat, mais aussi pour pouvoir passer ensuite à la contre-attaque contre le capitalisme, c'est-à-dire à la lutte pour la **révolution communiste**.

Si cette ultime perspective n'est évidemment pas **immédiate**, c'est elle qui doit cependant guider les prolétaires et les militants d'avant-garde dans les luttes actuelles pour éviter les pièges tendus par l'ennemi de classe et ses valets toujours prompts à avancer des voies prétendument « faciles » et des solutions soi-disant « nouvelles » pour détourner le combat vers l'interclassisme. De la possibilité qu'au moins une minorité de prolétaires commence à s'orienter dans cette direction, commence à rompre avec le collaborationnisme, dépend le succès des prochains combats.

**Pour la reprise de la lutte de classe !
Pour l'organisation prolétarienne indépendante !
Pour la reconstitution du parti de classe !
Pour la révolution communiste internationale !**

Les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner (Le Manifeste) !

(1) Cf *Les Echos*, 23/5/2016

(2) « *Amplifier la mobilisation, faire respecter la démocratie !* », Communiqué CGT, FO, FSU Solidaires UNEF UNL FIDL, 20/5/2016

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 www.pcint.org

parti communiste international

- Imp. Spé. - 29/5/16 - supplément au *Prolétaire* n° 519